



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 04/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVIA

Parc d'activités

88470 Saint-Michel-sur-Meurthe

Référence : BV/NW/963_2023
Code AIOT : 0006200615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement SEVIA implanté 3285 route de Villey Saint Etienne - 54200 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- 3285 route de Villey Saint Etienne - 54200 Toul
- Code AIOT : 0006200615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de collecte puis massification de déchets dangereux produits par les garagistes, en particulier huiles et batteries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques incendie, installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | / | Sans objet |
| 2 | Moyens d'intervention en cas d'accident | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | / | Sans objet |
| 3 | Situations d'urgence et moyens d'intervention | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 | / | Sans objet |
| 4 | Analyse du risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis au jour de non conformité particulière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 |
| Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Installations électriques A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. |
| Constats : L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification des installations électriques (rapport VERITAS du 25/11/2022). Le rapport ne présente pas de non conformité. Son contenu n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'intervention en cas d'accident |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. |
| Constats : L'installation est équipée d'un système de télédétection par infrarouge qui a fait l'objet d'un test (mise en œuvre de flammes) le 24/06/2022 lors de son installation. L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie (Rapport CHUBB du 14/12/2022). Le rapport ne présente aucune non conformité. Son contenu n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, plan d'opération interne |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un Plan d'Opération Interne. L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice d'accident en date du 25/03/2022 qu'il a mis en œuvre sur son site. Il s'agissait d'une évacuation et d'un déversement de liquide qui a nécessité la mise en œuvre des moyens de confinement de l'installation. Le contenu du document n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Analyse du risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse du risque foudre (rapport SOCOTEC du 18/05/2021) qui doit faire l'objet d'une instruction distincte pour s'assurer que l'exploitant a rempli l'ensemble de ses obligations au regard des articles 18 et suivants de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la foudre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |